



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU PUY-DE-DÔME

DIRECTION DE LA
RÉGLEMENTATION

Clermont-Ferrand, le 6 juin 2013

BUREAU DE LA RÉGLEMENTATION
ET DES ÉLECTIONS

Affaire suivie par :
Stéphane LASSAIGNE, Tel : 04 73 98 62 13
stephane.lassaigne@puy-de-dome.gouv.fr

Jean-Paul MONTEIL, Tel : 04 73 98 62 14
jean-paul.monteil@puy-de-dome.gouv.fr

Le PRÉFET de la RÉGION AUVERGNE
PRÉFET du PUY-DE-DÔME

à

Mesdames et Messieurs les MAIRES
du DÉPARTEMENT du PUY-DE-DÔME

- en communication à Mmes et MM. les SOUS-PRÉFETS -

OBJET : Institution des bureaux de vote à compter du 1^{er} mars 2014.

Réf. : Circulaire NOR/INT/A/07/00123/C du 20 décembre 2007 relative au déroulement des opérations électorales lors des élections au suffrage universel direct (page 4).

Les circonscriptions des bureaux de vote doivent être définies avant chaque révision annuelle, la liste électorale étant « dressée pour chaque bureau de vote, par une commission administrative constituée pour chacun de ces bureaux » (article L.17 du code électoral, 2^o alinéa).

Il convient donc de fixer le siège et le périmètre géographique **des bureaux qui seront institués à compter du 1^{er} mars 2014**. C'est le nombre de ceux-ci qui doit être pris en considération pour procéder, par ailleurs, aux propositions de désignation des délégués de l'administration que vous devez adresser aux services de mon cabinet (pour les communes de l'arrondissement de Clermont-Ferrand et les villes d'Issoire, Riom et Thiers), ou au sous-préfet concerné (pour les autres communes).

La refonte des listes électorales ayant eu lieu au 1^{er} mars 2012, de nouvelles cartes électorales ont été éditées et diffusées aux électeurs. Tout changement apporté, tant au siège (transfert ou nouvelle dénomination) qu'au périmètre des bureaux de vote, impliquerait l'édition de nouvelles cartes. Un tel renouvellement n'est, en principe, pris en charge par l'Etat que dans le cadre de la refonte générale des listes. Mes services s'attacheront toutefois à obtenir la fourniture d'un stock suffisant de planches de cartes pour les communes qui entendent procéder à une révision géographique de leurs bureaux de vote, compte tenu de la progression de leur électorat, des difficultés éventuelles constatées lors des scrutins de 2012 et des échéances électorales prévues en 2014.

J'appelle particulièrement l'attention des maires des communes dotées de plusieurs bureaux de vote sur la nécessité, même s'ils ne projettent *a priori* aucune modification de ceux-ci, de s'assurer que la définition du périmètre des bureaux consignée dans l'arrêté qui les concerne ne nécessite pas d'actualisation. Il est en effet possible que cette définition, lorsqu'elle consiste en une liste des voies composant le périmètre du bureau, ne soit plus exhaustive si des rues, lotissements ou quartiers ont été créés ou renommés. Dans ce cas de figure, il convient impérativement de signaler les adaptations à effectuer, qui seront alors prises en compte par un nouvel arrêté en date, au plus tard, du 30 août 2013.

Modalités de notification des arrêtés préfectoraux jusqu'au 31 août

■ Comme chaque année, après concertation avec les communes qui se seront signalées dans le cadre des instructions qui sont l'objet de la présente circulaire, je vous notifierai, au plus tard le 31 août, mon arrêté instituant ou reconduisant le(s) bureau(x) de vote de votre commune.

■ A cette fin, je vous saurais gré de porter les dispositions contenues dans la présente circulaire à la connaissance du conseil municipal et, si celui-ci souhaite modifier le siège, **l'appellation**, le nombre, le périmètre géographique ou le numéro du bureau centralisateur des actuels lieux de vote, de m'en informer, **avant le 20 août prochain** (échéance impérative), **en m'adressant, sous le présent timbre, copie de la délibération correspondante.**

Parallèlement à cet envoi il vous incombera, dans le cadre de la procédure du contrôle de légalité, de déposer également trois exemplaires de ladite délibération :

- pour les communes de l'arrondissement de Clermont-Ferrand : à la préfecture (Bureau du contrôle de légalité) ;
- pour les communes des autres arrondissements : à la sous-préfecture territorialement compétente.

■ Dans l'hypothèse d'une **modification souhaitée du nombre ou du périmètre géographique des bureaux de vote**, je vous demande :

- de préciser le siège affecté à chaque bureau, en tenant compte du fait que, lors des scrutins et durant toute la campagne électorale, l'article R. 28 du code électoral impose qu'un emplacement réservé à l'affichage électoral soit aménagé « à côté des bureaux de vote ». La fixation du siège des bureaux doit impérativement se conformer à cette exigence réglementaire ;
- d'annexer à votre correspondance un document faisant apparaître clairement le périmètre géographique (*cf.* article L 17, 1^{er} alinéa) de chaque bureau.

Ce document consistera en une énumération (dont il faut vérifier le caractère exhaustif – voir *supra*) :

- soit des voies (routes, avenues, rues, chemins), lieux-dits, groupes d'habitations, qui composent chaque bureau ;
- soit des limites territoriales (artères, rues, voies de communication, cours d'eau, *etc.*) de chaque bureau.

A cette pièce pourra, facultativement, être joint un plan ou une carte sur lequel figurera la délimitation géographique des bureaux de vote communaux.

Si la modification du nombre ou du siège des bureaux a une incidence sur les **emplacements d'affichage**, vous m'indiquerez, sur un état distinct, le nombre et le lieu d'implantation de ces derniers.



Modalités de publication d'arrêtés préfectoraux, postérieurement au 31 août

■ Après le 31 août, tout arrêté relatif au périmètre géographique des bureaux de vote ne pourra être modifié que « lorsque les changements intervenus dans les limites des communes, des cantons ou des circonscriptions législatives rendent nécessaire une modification du périmètre des bureaux de vote ».

■ Toutefois, postérieurement à cette date, mes arrêtés désignant les lieux de vote ou déterminant le bureau centralisateur pourront, à la demande des communes qui le souhaiteraient, être modifiés jusqu'à l'ouverture de la campagne électorale (article R. 40 du code électoral, dernier alinéa).

Dans cette hypothèse, il vous appartiendra d'assurer l'information des électeurs par tout moyen à votre convenance (communiqué de presse, affichage, y compris devant le lieu de vote concerné, bulletin municipal, etc.).



Enfin, je vous rappelle ci-après les conditions générales qui s'appliquent aux locaux « siège de bureaux de vote » :

- **La surface utile de chaque bureau doit permettre de procéder aux aménagements obligatoires** : je souligne notamment que, "dans chaque bureau de vote, il y a un isoloir par 300 électeurs inscrits ou par fraction" (art. L. 62 du code électoral), dont au moins un "permettant l'accès à des fauteuils roulants" (art. D. 56-2 du code précité).
- **La surface du bureau doit également être compatible avec le nombre d'électeurs inscrits** sur la liste électorale correspondante. Ainsi, pour favoriser le bon déroulement des opérations électorales et permettre aux électeurs d'apposer leur signature sur la liste d'émargement, le nombre d'inscrits par bureau devrait être, dans la mesure du possible, plafonné à 1 000 (*cf.* circulaire ministérielle du 20 décembre 2007 (page 4) ci-dessus référencée).
Il s'ensuit que lorsque l'électorat d'un bureau de vote atteint ou dépasse 1200 électeurs, il conviendrait de prévoir l'institution d'un bureau supplémentaire. Les communes qui ont été confrontées à des files d'attente, lors de scrutins à participation élevée (notamment l'élection présidentielle) doivent en tenir compte et envisager de créer un nouveau bureau de vote.
- La loi n° 2005-102 du 11 février 2005, pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, fait obligation d'**aménager les locaux de vote afin de les rendre accessibles aux personnes handicapées.** Ces dispositions ont été précisées par les articles D. 56-1 à D. 56-3 et D. 61-1 du code électoral. Vous devez, en conséquence, prendre toutes mesures de nature à faciliter l'accessibilité des locaux retenus et réaliser les aménagements provisoires ou permanents des bureaux de vote, afin que les personnes handicapées puissent y circuler, exercer leur droit de vote et sortir du bureau de vote, de façon autonome.
- Il convient, d'autre part, de veiller à ce que l'usage, même ponctuel, de la ou des pièce(s) concernée(s) reste compatible avec les règles particulières de sécurité et de salubrité qu'impose la vocation ordinaire de ces locaux (notamment les cantines scolaires).



Pour faciliter l'instruction des dossiers, je vous remercie de ne donner suite à la présente circulaire que si votre conseil municipal décide de modifier les bureaux de vote actuellement institués.

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Jean-Bernard BOBIN